

gouvernemental. L'Inde a autorisé la création de droits importants - comme la sécurité d'emploi - au sein des entreprises publiques déficitaires et des bureaucraties gonflées des gouvernements d'État et de l'administration centrale. Les réformes n'ont pas encore attaqué ces droits acquis, qui continuent à grever le budget du gouvernement et qui risquent de compromettre la viabilité des réformes limitées en cours. La Chine a plutôt choisi d'appliquer ses réformes autour des entreprises d'État - en les contournant pour ainsi dire. Mais l'Inde devra lancer des programmes de privatisation si elle veut que ses réformes aillent plus en profondeur.

Réforme des marchés de facteurs. Bien que le marché des terres n'ait essentiellement pas été faussé, d'importantes distorsions sont encore observées sur les marchés du travail et des capitaux. La législation indienne sur le travail dans le secteur organisé remonte au 19^e siècle. La vétusté des lois et la promesse implicite d'un emploi à vie dans l'appareil gouvernemental et dans les entreprises publiques expliquent l'inflexibilité du marché du travail - que l'Inde a urgemment besoin de réformer. Les marchés financiers indiens doivent pour leur part s'accommoder d'un secteur bancaire nationalisé. Il est essentiel de réformer le système bancaire nationalisé pour faciliter la transition de l'économie dirigée à l'économie de marché.

Environnement propice à l'IED. L'expérience chinoise suggère que l'établissement d'un environnement propice à l'investissement étranger direct et à l'exportation est essentiel si l'Inde veut pouvoir soutenir la concurrence sur les marchés du monde. L'Inde se doit d'améliorer l'accès à ses infrastructures, par exemple dans les domaines de l'électricité, de l'eau, du transport, du logement et des communications. L'Inde pourrait montrer qu'elle s'ouvre au monde des affaires en invitant de façon transparente les sociétés étrangères et nationales à soumissionner des projets d'infrastructure.

4. Les avantages relatifs de l'Inde au plan de la poursuite des réformes

Réformes dans l'ensemble de l'économie. L'Inde s'y est prise bien plus tard que la Chine et d'autres marchés naissants pour enclencher le processus de réforme. L'ouverture de son marché suppose des réformes qui s'appliquent à tous les secteurs et à toutes les régions du pays. La Chine, par contre, a ouvert graduellement son marché, en créant d'abord des zones économiques spéciales